

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA BONNARDEL

Lieu-dit « Les Pieds Secs »
38840 LA SÔNE

Références : 2024 – Is134-SD
Code AIOT : 0006101093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 de la carrière exploitée par la société BONNARDEL au lieu-dit « Les Pieds Secs » 38840 La Sône.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle s'est déroulé dans le cadre d'une commission de suivi sur site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BONNARDEL - carrière de La Sône
- « Les Pieds Secs » 38840 La Sône
- Code AIOT : 0006101093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisée depuis 1978, la carrière BONNARDEL sur la commune de la Sône bénéficie d'un dernier renouvellement d'autorisation en date du 17 août 2012 pour une période de 12 ans et un gisement restant de 600 000 tonnes à extraire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Remise en état et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/08/2012, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 17/08/2012, articles 1 & 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La totalité du gisement autorisé a été extrait. La remise en état prescrite ne pourra pas être totalement réalisée à court terme, le carreau demeure à nu et accueille environ 70 000 m³ de matériaux extraits. L'exploitant prévoit d'utiliser ses matériaux sur des chantiers locaux au cours des 3 à 5 prochaines années.

L'exploitant devra solliciter auprès du préfet une demande de prolongation de son autorisation, justifiée par des raisons économiques et environnementales (évitement de rotations journalières de 4 camions pendant 7 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2012, articles 1 & 2
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : La SA Bonnardel est autorisée à exploiter une carrière dans les limites ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • Surface autorisée de 45 000 m², • Gisement total estimé de 600 000 tonnes, • Production annuelle maximale de 60 000 tonnes/an. La cote limite en profondeur est de 227 m NGF. La pente des talus sera de 3H/2V sur tout le pourtour de l'exploitation. Une risberme intermédiaire de 2 mètres de largeur sera créée à la cote 236 m NGF.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'extraction du gisement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012 est achevée et qu'il demeure sur le site un volume d'environ de 70 000 m ³ de matériaux qui sont stockés sur le carreau. L'exploitant précise qu'il prévoit de commercialiser et d'utiliser ces matériaux sur ses chantiers dans le secteur d'ici 3 à 5 ans, évitant ainsi des rotations journalières de 4 camions pendant 7 mois environ. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le plan actualisé suite au levé

topographique réalisé le 22 mai 2024 à la fin de l'extraction.

L'inspection des installations classées constate que la cote limite en profondeur du carreau à 227 m NGF est bien respectée, que la pente des talus sur tout le pourtour de l'exploitation est conforme et que la risberme intermédiaire de 2 mètres de largeur a bien été créée à la cote 236 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2012, article 8

Thème(s) : Situation administrative, Remise en état

Prescription contrôlée :

L'objectif final de la remise en état vise à restituer un espace naturel. [...]

Les mesures de remise en état comporteront :

- la conservation des terres de découverte ;
- la rectification des fronts de taille délaissés, à une pente compatible avec la tenue des terrains et maximale de trois pour deux ;
- le nettoyage des zones exploitées ;
- l'évacuation des déchets de bois, racines [...] ;
- la suppression des constructions de chantiers ;
- le régalage des terres végétales sur le carreau et les talus.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité conformément aux articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du code de l'environnement.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site [...]. Elle est accompagnée des pièces suivantes :

- un plan topographique à jour de la carrière présentant l'ensemble des aménagements du site accompagné de photographies,
- un mémoire sur l'état du site précisant les mesures pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du type d'usage prévu [...].

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'extraction est bien achevée et que l'exploitant prévoit la commercialisation progressive des matériaux sur des chantiers locaux.

Les fronts de taille ont bien été rectifiés ; il n'y a pas de déchets sur le site.

L'essentiel du carreau va ainsi demeurer à nu pour permettre l'exploitation et la commercialisation des matériaux.

En l'état, la remise en état prescrite par l'arrêté préfectoral ne peut ainsi être totalement réalisée à court terme et avant la fin de l'autorisation qui arrive à échéance le 17 août 2024 (sauf talus et pointe du périmètre qui pourront être recouverts de terre végétale et ensemencés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de **finaliser la remise en état naturel des talus et de la pointe du périmètre,**
- de **solliciter auprès du préfet une prolongation de l'autorisation d'exploiter le site** dans les termes de l'article R.181-49 du code de l'environnement, justifiée par des raisons

économiques et environnementales d'évitement de rotations journalières de 4 camions pendant 7 mois. La demande présentera notamment *"les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation"*.

- de **poursuivre les suivis environnementaux du site**, en particulier avec le lancement d'une nouvelle campagne de mesures de retombées des poussières au cours de l'été 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant